

Vers un modèle québécois d'habitation renouvelé et durable

Voici le premier d'une série de FOCUS qui se succéderont au cours des prochaines semaines.



La **mobilisation citoyenne** au service de la collectivité

**Mobilisation
citoyenne**

Continuum
des besoins

Coûts du 20%

Modèle 360

Fusion et
consolidation



De la Révolution tranquille à
aujourd'hui, le Québec
s'appuie sur un solide
héritage de **mobilisations
citoyennes**, portées par un
secteur communautaire
engagé, où le **logement
social** s'impose comme
l'un des legs les plus
marquants.



Malgré cet héritage, la crise du logement frappe le Québec de plein fouet.



Une proportion grandissante de la population peine à se loger convenablement, dans un contexte socio-économique qui fait mal aux **non-riches**.



Malgré cet héritage, la crise du logement frappe le Québec de plein fouet.



Une proportion grandissante de la population peine à se loger convenablement, dans un contexte socio-économique qui fait mal aux **non-riches**.



Et si on vous disait que la crise
actuelle n'est pas la première...
ni la dernière ?

Les crises du logement sont **cycliques**.



Tant qu'on ne renouvèlera pas le
modèle d'habitation, celui qui donne
préséance au marché privé, le
Québec connaîtra la même **impasse**.



Il est temps de concevoir l'habitation
comme des **milieux de vie dignes** pour
les familles, les personnes âgées,
étudiantes, handicapées, à risque
d'itinérance, **et non pas comme un
calcul** d'unités bâties qui se comptent
en nombre de portes.



L'ACHAT invite à puiser dans cet héritage
porteur : une **vision centrée sur l'humain**,
essentielle à la transformation du secteur.



La lutte citoyenne,
aussi essentielle soit-
elle, peut-elle suffire ?



Et si sa force venait de
son **alliance** avec une
transformation de
l'entrepreneuriat social ?



Ça passe, notamment, par la reconnaissance et la valorisation de la **diversité des modèles** de logements à but non-lucratif (sociaux et abordables).



Il faut se **démarginaliser** pour atteindre et maintenir un minimum de **20% des parts** de marché résidentiel.

